

intrinsèque, ni l'immédiate nécessité de notre distinction fondamentale entre l'étude statique et l'étude dynamique des phénomènes sociaux, pourvu que, au lieu d'y voir la source d'une division vicieuse ou pédantesque en deux sciences séparées, on l'applique seulement aujourd'hui à l'analyse continue de chaque théorie sociale, toujours utilement susceptible de ce double aspect positif.

Pour mieux caractériser cette indispensable décomposition élémentaire, et afin d'en indiquer, dès ce moment, la portée pratique, je crois essentiel, avant de passer outre, de noter ici qu'un tel dualisme scientifique correspond, avec une parfaite exactitude, dans le sens politique proprement dit, à la double notion de l'ordre et du progrès, qu'on peut désormais regarder comme spontanément introduite dans le domaine général de la raison publique. Car, il est évident que l'étude statique de l'organisme social doit coïncider, au fond, avec la théorie positive de l'ordre, qui ne peut, en effet, consister essentiellement qu'en une juste harmonie permanente entre les diverses conditions d'existence des sociétés humaines : on voit, de même, encore plus sensiblement, que l'étude dynamique de la vie collective de l'humanité constitue nécessairement la théorie positive du progrès social, qui, en écar-

tant toute vaine pensée de perfectibilité absolue et illimitée, doit naturellement se réduire à la simple notion de ce développement fondamental. En donnant, à la fois, plus d'intérêt et de clarté à la conception spéculative, plus de noblesse et de consistance à la considération pratique, ce double rapprochement, dont l'heureuse spontanéité ne saurait être contestée, me semble éminemment propre à manifester, d'une manière irrécusable, dès l'origine de la nouvelle philosophie politique, la correspondance générale et continue entre la science et l'application. Les véritables hommes d'état pourront ainsi équitablement apprécier s'il s'agit ici d'un vain exercice intellectuel, ou de principes philosophiques réellement susceptibles de pénétrer finalement avec efficacité dans la vie politique actuelle. Ils commenceront, j'espère, à sentir dès-lors le fidèle accomplissement naissant de la promesse que j'ai faite, au début de ce volume, de constituer une science sociale directement destinée à satisfaire convenablement au double besoin intellectuel des sociétés modernes, en établissant spontanément, sur d'inébranlables fondemens rationnels, la double notion élémentaire de l'ordre et du progrès, qui, par là, se trouve désormais profondément rattachée à l'ensemble continu des conceptions socio-



logiques, et même, par une suite nécessaire, au système entier des théories positives. Le sujet permanent de la science pourra être ainsi considéré, en philosophie politique, comme radicalement conforme à l'objet fondamental de l'art : les mêmes relations y étant envisagées sous deux points de vue distincts mais pleinement équivalents, avec les seules différences naturelles de l'abstrait au concret, et de la spéculation à l'action. Une science qui, au fond, aura constamment en vue, d'après ces explications, l'étude positive des lois réelles de l'ordre et du progrès, ne saurait être taxée d'une présomptueuse témérité spéculative, par les hommes d'action doués de quelque portée intellectuelle, lorsqu'elle prétendra pouvoir seule fournir les véritables bases rationnelles de l'ensemble des moyens pratiques applicables à la satisfaction effective de ce double besoin social : cette correspondance nécessaire finira, sans doute, par être jugée essentiellement analogue à l'harmonie générale, désormais unanimement admise en principe quoique fort imparfaitement développée encore, entre la science biologique et le système des arts qui s'y rapportent, surtout l'art médical. Enfin, il serait, je crois, superflu de faire expressément remarquer ici, à raison de sa haute évidence, la propriété spontanée que

présente directement cette première conception philosophique de la sociologie positive, de lier désormais, d'une manière indissoluble, comme je l'ai annoncé au début de ce volume, les deux idées également fondamentales de l'ordre et du progrès, dont nous avons reconnu, dans la quarante-sixième leçon, que la déplorable opposition radicale constitue, en réalité, le principal symptôme caractéristique de la profonde perturbation des sociétés modernes. On ne saurait douter que, dès-lors, ces deux notions élémentaires, après avoir été isolément consolidées, n'acquiescent ainsi, par leur intime fusion rationnelle, une consistance intellectuelle inébranlable; puisqu'elles pourront, par là, devenir aussi nécessairement inséparables que le sont aujourd'hui, en philosophie biologique, les idées de l'organisation et de la vie, dont le dualisme scientifique procède exactement du même principe de philosophie positive. Les diverses propriétés essentielles que je viens d'indiquer se développeront naturellement dans la suite, à mesure que la philosophie positive manifestera graduellement, par l'étude rationnelle des phénomènes sociaux, son esprit aussi profondément organisateur que hautement progressif, au lieu de l'influence perturbatrice ou décourageante que de vains préjugés lui supposent



encore trop souvent. Mais il m'a paru nécessaire de signaler ici sommairement le premier germe scientifique de ces importants attributs.

D'après cette conception fondamentale, en définissant d'abord, suivant l'ordre méthodique, l'ensemble des lois purement statiques de l'organisme social, le vrai principe philosophique qui leur est propre me semble directement consister dans la notion générale de cet inévitable consensus universel qui caractérise les phénomènes quelconques des corps vivans, et que la vie sociale manifeste nécessairement au plus haut degré. Ainsi conçue, cette sorte d'anatomie sociale, qui constitue la sociologie statique, doit avoir pour objet permanent l'étude positive, à la fois expérimentale et rationnelle, des actions et réactions mutuelles qu'exercent continuellement les unes sur les autres toutes les diverses parties quelconques du système social, en faisant scientifiquement, autant que possible, abstraction provisoire du mouvement fondamental qui les modifie toujours graduellement. Sous ce premier point de vue, les prévisions sociologiques, fondées sur l'exacte connaissance générale de ces relations nécessaires, seront proprement destinées à conclure les unes des autres, en conformité ultérieure avec l'observation directe, les diverses indications statiques

relatives à chaque mode d'existence sociale, d'une manière essentiellement analogue à ce qui se passe habituellement aujourd'hui en anatomie individuelle. Cet aspect préliminaire de la science politique suppose donc évidemment, de toute nécessité, que, contrairement aux habitudes philosophiques actuelles, chacun des nombreux élémens sociaux, cessant d'être envisagé d'une manière absolue et indépendante, soit toujours exclusivement conçu comme relatif à tous les autres, avec lesquels une solidarité fondamentale doit sans cesse le combiner intimement. Il serait, à mon gré, superflu de faire expressément ressortir ici la haute utilité continue d'une telle doctrine sociologique : car, elle doit d'abord servir, évidemment, de base indispensable à l'étude définitive du mouvement social, dont la conception rationnelle suppose préalablement la pensée continue de la conservation indispensable de l'organisme correspondant; mais, en outre, elle peut être, par elle-même, immédiatement employée à suppléer souvent, du moins provisoirement, à l'observation directe, qui, en beaucoup de cas, ne saurait avoir lieu constamment pour certains élémens sociaux, dont l'état réel pourra néanmoins se trouver ainsi suffisamment apprécié, d'après leurs relations scientifiques avec d'autres déjà



connus. L'histoire des sciences peut surtout donner, dès ce moment, quelque idée de l'importance habituelle d'un tel secours, en rappelant, par exemple, comment les vulgaires aberrations des érudits sur les prétendues connaissances en astronomie supérieure attribuées aux anciens Égyptiens ont été irrévocablement dissipées, avant même qu'une plus saine érudition en eût fait justice, par la seule considération rationnelle d'une relation indispensable de l'état général de la science astronomique avec celui de la géométrie abstraite, alors évidemment dans l'enfance; il serait aisé de citer une foule de cas analogues, dont le caractère philosophique serait irrécusable. On doit d'ailleurs noter, à ce sujet, pour ne rien exagérer, que ces relations nécessaires entre les divers aspects sociaux ne sauraient être, par leur nature, tellement simples et précises que les résultats observés n'aient pu jamais provenir que d'un mode unique de coordination mutuelle. Une telle disposition d'esprit, déjà évidemment trop étroite en biologie, serait surtout essentiellement contraire à la nature encore plus complexe des spéculations sociologiques. Mais il est clair que l'exacte appréciation générale de ces limites de variation, normales et même anormales, constitue nécessairement alors, au moins autant qu'en anatomie individuelle, un

indispensable complément de chaque théorie de sociologie statique, sans lequel l'exploration indirecte dont il s'agit pourrait souvent devenir erronée.

N'écrivant point ici un traité spécial de philosophie politique, je n'y dois point méthodiquement établir la démonstration directe d'une telle solidarité fondamentale entre tous les aspects possibles de l'organisme social, sur laquelle d'ailleurs il n'existe guère maintenant, au moins en principe, de divergences capitales parmi les bons esprits. De quelque élément social que l'on veuille partir, chacun pourra aisément reconnaître, par un utile exercice scientifique, qu'il touche réellement toujours, d'une manière plus ou moins immédiate, à l'ensemble de tous les autres, même de ceux qui en paraissent d'abord le plus indépendans. La considération dynamique du développement intégral et continu de l'humanité civilisée permet, sans doute, d'opérer avec plus d'efficacité cette intéressante vérification du consensus social, en montrant avec évidence la réaction universelle, actuelle ou prochaine, de chaque modification spéciale. Mais cette indication pourra constamment être précédée, ou du moins suivie, par une confirmation purement statique; car, en politique, comme en mécanique, la communication des mouvemens prouve spontanément l'existence des liai-



sons nécessaires. Sans descendre, par exemple, jusqu'à la solidarité trop intime des diverses branches de chaque science ou de chaque art, n'est-il pas évident que les différentes sciences sont entre elles, ou presque tous les arts entre eux, dans une telle connexité sociale, que l'état bien connu d'une seule partie, quelconque, suffisamment caractérisée, permet de prévoir, à un certain degré, avec une vraie sécurité philosophique, l'état général correspondant de chacune des autres, d'après les lois d'harmonie convenables? Par une considération plus étendue, on conçoit également l'indispensable relation continue qui lie aussi le système des sciences à celui des arts, pourvu qu'on ait toujours soin de supposer, comme l'exige clairement la nature du sujet, une solidarité moins intense à mesure qu'elle devient plus indirecte. Il en est évidemment de même quand, au lieu d'envisager l'ensemble des phénomènes sociaux au sein d'une nation unique, on l'examine simultanément chez diverses nations contemporaines, dont la continue influence réciproque ne saurait être contestée, surtout dans les temps modernes, quoique le consensus doive être ici d'ordinaire, moins prononcé, à tous égards, et décroître d'ailleurs graduellement avec l'affinité des cas et la multiplicité des contacts, au point de

s'effacer quelquefois presque entièrement, comme, par exemple, entre l'Europe occidentale et l'Asie orientale, dont les divers états généraux de société paraissent jusqu'ici à peu près indépendans.

Sans insister davantage sur des notions élémentaires aussi peu contestables, je dois ici me borner, à ce sujet, à caractériser sommairement le seul cas essentiel où la solidarité fondamentale soit encore, sinon directement niée en principe, du moins profondément méconnue, et même radicalement négligée, en réalité. Ce cas est, malheureusement, le plus important de tous, puisqu'il concerne directement l'organisation sociale proprement dite, dont la théorie continue jusqu'à présent à être essentiellement conçue, d'une manière absolue et isolée, comme indépendante de l'analyse générale de la civilisation correspondante, dont elle ne peut cependant que constituer l'un des principaux élémens. Un tel vice appartient presque également aujourd'hui aux écoles politiques les plus opposées, soit théologiques, soit métaphysiques, qui toutes s'accordent ordinairement à disserter abstraitement sur le régime politique, sans penser à l'état co-relatif de civilisation, et aboutissent même le plus souvent, dans leurs vaines utopies immuables, à faire coïncider leur type politique le plus parfait avec l'enfance



plus ou moins prononcée du développement humain. Pour mieux apprécier, d'un seul aspect, dans toute sa portée, l'ensemble de cette aberration habituelle, il faut, ce me semble, en poursuivant le cours rigoureux d'une exacte analyse historique, remonter jusqu'à sa véritable source philosophique, qui consiste essentiellement, à mes yeux, dans ce fameux dogme théologique où l'on rattache le développement général de la civilisation humaine à une prétendue dégradation originelle de l'homme. Ce dogme fondamental, que toutes les religions reproduisent, sous une forme quelconque, et dont la prépondérance intellectuelle devait toujours être secondée spontanément par le penchant ordinaire de notre nature à l'involontaire admiration du passé, conduit, en effet, d'une manière directe et nécessaire, à faire constamment coïncider la détérioration continue de la société humaine avec l'extension croissante de sa civilisation. Quand la philosophie théologique est graduellement passée à l'état métaphysique, ce dogme primitif a de plus en plus tendu à se transformer finalement, comme je l'ai déjà indiqué, en cette célèbre hypothèse, radicalement équivalente, qui sert encore de principale base systématique à la politique métaphysique, d'un chimérique état de nature, supérieur à l'état social, et dont le dé-

veloppement de la civilisation nous éloigne toujours davantage. On ne saurait ainsi méconnaître l'extrême gravité philosophique, et par suite même politique, d'une aberration aussi profondément enracinée dans l'intime constitution scientifique des diverses doctrines existantes, et qui, sans être désormais directement formulée et soutenue en principe général, continue cependant à dominer essentiellement l'ensemble des spéculations sociales, souvent d'ailleurs à l'insu de la plupart de ceux qui s'y livrent.

Il serait néanmoins impossible que cette irrationalité capitale résistât long-temps aujourd'hui à une saine discussion philosophique, car elle est en contradiction évidente avec beaucoup de notions de philosophie politique, qui, sans avoir pu encore acquérir une vraie consistance scientifique, obtiennent graduellement un certain ascendant intellectuel, soit en vertu des éclaircissemens spontanés qui ressortent du cours naturel des événements, soit à cause du propre développement actuel de la raison publique. C'est ainsi que tous les publicistes éclairés reconnaissent maintenant une certaine solidarité partielle entre les diverses institutions politiques proprement dites, d'après laquelle quelques-unes s'excluent mutuellement, tandis que d'autres s'appuient et même s'appellent réci-



proquement : ce devait être là, sans doute, le premier pas direct vers la notion rationnelle du consensus fondamental du système spécial de ces institutions avec le système total de la civilisation humaine ; puisque, dès lors, la seule vérification de cette co-relation, sous quelques rapports déterminés, suffit aussitôt pour en autoriser l'extension spontanée, quoique indirecte, à tous les sujets dont l'harmonie avec ceux-là est déjà reconnue, ce qui doit heureusement tendre aujourd'hui à multiplier, aussi bien qu'à simplifier, les moyens généraux de démonstration en philosophie politique. Je dois même signaler ici, comme indiquant une disposition intellectuelle encore plus rapprochée du véritable esprit de la statique sociale, cette reconnaissance, maintenant admise par les penseurs les plus avancés, surtout en France et en Allemagne, d'une constante solidarité nécessaire entre le pouvoir politique et le pouvoir civil : ce qui signifie, en langage positif, que les forces sociales prépondérantes finissent inévitablement par devenir aussi dirigeantes, ainsi que je l'énonçais, en 1822, dans mon *Système de politique positive*. Mais, quelle que soit l'évidente utilité actuelle de ces intéressants aperçus partiels, à titre d'éducation sociologique préliminaire de la raison publique, ce serait néanmoins profondément méconnaître les

difficiles et impérieuses obligations de la méthode vraiment scientifique que de se croire aucunement dispensé, par ces heureux tâtonnements, de la conception directe et rationnelle du consensus général de l'organisme social, laquelle se trouve ainsi seulement préparée, surtout en ce qui concerne sa vulgarisation finale. Un exemple pleinement décisif doit, ce me semble, faire aisément comprendre que ces vagues indications isolées, plutôt littéraires que scientifiques, ne sauraient jamais, malgré leur importance provisoire, suppléer à l'accomplissement réel de cette sévère prescription philosophique : car, depuis Aristote, et même avant lui, la plupart des philosophes ont constamment reproduit le célèbre aphorisme de la subordination nécessaire des lois aux mœurs, sans que ce premier germe de la saine philosophie politique les ait toutefois nullement empêchés d'envisager habituellement, pendant vingt siècles, le système des institutions comme essentiellement indépendant de l'état simultané de la civilisation, quelque flagrante que dût être, par sa nature, une telle contradiction générale. Suivant le cours naturel de toutes choses humaines, les principes intellectuels et les opinions philosophiques, tout autant que les mœurs sociales et les institutions politiques, subsistent nécessairement, en général, mal-



gré leur caducité constatée et leurs inconvéniens reconnus, quand une fois ils ont pris réellement possession des esprits, en donnant lieu seulement à des inconséquences de plus en plus graves, jusqu'à ce que le développement fondamental de la raison humaine ait pu produire enfin de nouveaux principes, d'une généralité équivalente, et d'une rationalité supérieure : car, dans l'ordre intellectuel, non moins que dans l'ordre matériel, l'homme éprouve, par-dessus tout, l'indispensable besoin d'une suprême direction quelconque, susceptible de soutenir son activité continue en ralliant fixement ses efforts spontanés. Aussi, sans méconnaître nullement la valeur passagère des divers essais de philosophie politique que je viens d'indiquer, je ne dois point hésiter à les regarder franchement comme non avenues aujourd'hui pour l'élaboration directe de l'esprit fondamental propre à la sociologie statique, où ils ne peuvent même aucunement servir désormais à concevoir rationnellement la haute participation nécessaire de l'ensemble du régime politique au consensus universel de l'organisme social.

Dans la suite entière de ce volume, l'application spontanée et continue d'une telle notion élémentaire sera plus efficace encore qu'aucune démonstration méthodique, pour dissiper complètement

toute incertitude réelle sur cette indispensable solidarité entre le système des pouvoirs et des institutions politiques et l'état général de la civilisation correspondante. Mais, malgré cette lumineuse vérification décisive, on n'en doit pas moins attacher une extrême importance, pour la constitution définitive de la science sociale, à l'explication rationnelle et directe de cette grande co-relation, comme je devrai ultérieurement l'entreprendre, par exemple, dans le *Traité spécial de philosophie politique* que j'ai annoncé en commençant ce volume. Tous les moyens scientifiques devront être alors convenablement combinés pour l'établissement final d'une notion aussi fondamentale, sur laquelle repose principalement le véritable esprit de l'ensemble de la statique sociale, et qui, par sa nature, peut surtout dissiper, plus immédiatement qu'aucune autre théorie sociologique, le funeste caractère absolu de nos diverses écoles politiques. Or, le principe scientifique de cette relation générale consiste essentiellement dans l'évidente harmonie spontanée qui doit toujours tendre à régner entre l'ensemble et les parties du système social, dont les éléments ne sauraient éviter d'être finalement combinés entre eux d'une manière pleinement conforme à leur propre nature. Il est clair, en effet, que non



seulement les institutions politiques proprement dites et les mœurs sociales d'une part, les mœurs et les idées de l'autre, doivent être sans cesse réciproquement solidaires; mais, en outre, que tout cet ensemble se rattache constamment, par sa nature, à l'état correspondant du développement intégral de l'humanité, considérée dans tous ses divers modes quelconques d'activité, intellectuelle, morale, et physique, dont aucun système politique, soit temporel, soit spirituel, ne saurait jamais avoir, en général, d'autre objet réel que de régulariser convenablement l'essor spontané, afin de le mieux diriger vers un plus parfait accomplissement de son but naturel préalablement déterminé. Même aux époques révolutionnaires proprement dites, quoique toujours caractérisées par une insuffisante réalisation de cette harmonie fondamentale, elle continue néanmoins à être encore essentiellement appréciable, car elle ne pourrait totalement cesser que par l'entière dissolution de l'organisme social, dont elle constitue le principal attribut. En ces temps exceptionnels, et sauf les seules anomalies fortuites, qui ne sauraient laisser de traces profondes, on peut persister à regarder aussi le régime politique comme étant, à la longue, de toute nécessité, radicalement conforme à l'état correspondant de la civilisation; puisque les

lacunes ou les perturbations qui se manifestent alors dans l'un proviennent surtout, en réalité, de dérangemens équivalens dans l'autre. L'immense révolution sociale au milieu de laquelle nous vivons ne fait elle-même que confirmer, d'une manière pleinement décisive, cette inévitable loi sociologique, d'après les explications préliminaires de la quarante-sixième leçon, dont l'ensemble a nettement démontré, contrairement à l'opinion commune, que le déplorable état actuel du régime politique résulte principalement de notre situation intellectuelle et ensuite morale, à laquelle doit d'abord s'adresser toute solution vraiment rationnelle, sans que les orageux essais, tentés ou à tenter, pour la régénération directe du système politique, soient réellement susceptibles d'aucune efficacité fondamentale.

A la vérité, la théorie vulgaire attribue, en général, au législateur, la faculté permanente de rompre inopinément l'harmonie nécessaire que nous considérons, à la seule condition d'être préalablement armé d'une autorité suffisante; ce qui sans doute, équivaut essentiellement à une entière négation de cette solidarité continue. Mais il est aisé de reconnaître qu'une telle opinion, fondée, en apparence, sur de grands exemples, constitue directement un véritable cercle vicieux, résultant



d'une pure illusion sur les sources générales du pouvoir politique, où l'on prend le symptôme pour le principe. Sans établir scientifiquement ici la théorie positive de l'autorité, il est évident que, d'après la nature même de l'état social, tout pouvoir quelconque y est nécessairement constitué par un assentiment correspondant, spontané ou réfléchi, explicite ou implicite, des diverses volontés individuelles, déterminées, suivant certaines convictions préalables, à concourir à une action commune, dont ce pouvoir est d'abord l'organe et devient ensuite le régulateur. Ainsi, l'autorité dérive réellement du concours, et non le concours de l'autorité, sauf la réaction inévitable; en sorte qu'aucun grand pouvoir ne saurait résulter que de dispositions fortement prépondérantes au sein de la société où il s'établit; et quand rien n'y prédomine hautement, les pouvoirs quelconques y sont, par suite, nécessairement faibles et languissans; la correspondance étant d'ailleurs, dans tous les cas, d'autant plus irrésistible qu'il s'agit d'une société plus étendue. La théorie ordinaire, en intervertissant radicalement cette relation générale, place évidemment notre intelligence dans cette étrange situation, symptôme habituel des conceptions métaphysiques, de ne pouvoir nullement comprendre quelles seraient les sources

effectives de ces puissances politiques auxquelles on attribue ainsi une mystérieuse influence sociale, à moins de leur supposer directement une origine franchement surnaturelle, comme le fait, sans tant d'inconséquence, la politique théologique. D'un autre côté, aucun esprit juste ne saurait certes méconnaître la haute influence que, par une réaction nécessaire, l'ensemble du régime politique exerce, avec tant d'évidence, sur le système général de la civilisation, et que caractérise même si souvent l'action incontestable, heureuse ou funeste, des institutions, des mesures, ou des événemens purement politiques, jusque sur la marche propre des sciences et des arts, à tous les âges de la société, et encore plus dans son enfance. Mais il serait entièrement superflu de s'arrêter ici à cet aspect de la question, puisqu'il n'est nullement contesté, tandis que l'erreur commune consiste, au contraire, à l'exagérer irrationnellement, au point de placer directement la réaction secondaire au-dessus de l'action principale. Il est clair d'ailleurs que, vu leur inévitable co-retation scientifique, l'une et l'autre concourent à faire pareillement ressortir ce consensus fondamental de l'organisme social, qu'il s'agissait ici de signaler sommairement comme le principe philosophique de la sociologie statique, et dont la notion ne présente plus au-



jour d'hui de difficultés vraiment graves qu'en ce qui concerne la correspondance générale entre le régime politique et l'état simultané de la civilisation. Du reste, j'aurai naturellement plusieurs occasions importantes de revenir directement sur ce dernier sujet envisagé sous de nouveaux aspects rationnels, et indépendamment encore de l'analyse historique, soit en considérant plus loin les limites nécessaires de l'action politique proprement dite, soit surtout dans la cinquantième leçon, spécialement consacrée à l'appréciation préliminaire de la statique sociale.

Sans attendre ces diverses explications, il était évidemment indispensable d'indiquer, dès ce moment, au lecteur, le point de vue essentiellement relatif sous lequel le système politique proprement dit sera toujours considéré dans cette première ébauche de la véritable science sociale. Un tel point de vue, substitué à la tendance absolue des théories ordinaires, constitue certainement le principal caractère scientifique de la positivité en philosophie politique, comme je l'ai montré au début de ce chapitre, et comme on le sentira, j'espère, d'autant mieux qu'on approfondira davantage ce sujet vraiment capital, où réside, à mon avis, le noeud élémentaire d'une telle difficulté philosophique. Nous n'avons donc

jamais à concevoir le régime politique que d'après sa relation continue, tantôt générale, tantôt spéciale, avec l'état correspondant de la civilisation humaine, isolément duquel il ne saurait, en aucun cas, être sainement jugé, et par l'impulsion graduelle duquel il tend toujours à être spontanément produit ou modifié. Si, d'un côté, cette conception présente toute idée de bien ou de mal politique comme nécessairement relative et variable, sans être pour cela nullement arbitraire puisque la relation est toujours rigoureusement déterminée; d'une autre part, elle devra fournir aussi la base rationnelle d'une théorie positive de l'ordre spontané des sociétés humaines, déjà vaguement entrevu, sous quelques rapports subalternes, par la politique métaphysique, dans ce qu'on nomme aujourd'hui l'économie politique, comme je l'ai assez indiqué au chapitre précédent. Car, la valeur d'un système politique quelconque ne pouvant ainsi essentiellement consister que dans son exacte harmonie avec l'état social correspondant, nous voyons par là que, sous un autre aspect, il est certainement impossible que, suivant le seul cours naturel des événements, et sans aucune intervention calculée, une telle harmonie ne s'établisse point nécessairement.



Une semblable philosophie pourrait, sans doute, quelquefois conduire momentanément à un dangereux optimisme, comme j'en ai déjà franchement averti : mais cette aberration passagère ne pourrait avoir lieu que chez des esprits peu scientifiques, qu'un défaut naturel de précision, aggravé par une vicieuse éducation intellectuelle, doit rendre radicalement impropres à cultiver, avec aucun succès réel, une science aussi profondément difficile. Toute intelligence convenablement organisée et rationnellement préparée, digne, en un mot, d'une telle destination, saura bien éviter scrupuleusement de jamais confondre, en ce genre de phénomènes pas plus qu'en aucun autre, cette notion scientifique d'un ordre spontané avec l'apologie systématique de tout ordre existant. Envers des phénomènes quelconques, la philosophie positive, d'après son principe fondamental des conditions d'existence, enseigne toujours, comme je l'ai souvent expliqué dans les volumes précédents, que, dans leurs relations à l'homme, il s'établit spontanément, d'après leurs lois naturelles, un certain ordre nécessaire; mais sans jamais prétendre que cet ordre ne présente point, sous cet aspect, de graves et nombreux inconvénients, modifiables, à un certain degré, par une sage intervention. hu-

maine. Plus les phénomènes se compliquent en se spécialisant davantage, plus ces imperfections s'aggravent et se multiplient inévitablement; en sorte que les phénomènes biologiques sont surtout inférieurs, à cet égard, aux phénomènes de la nature inorganique. En vertu de leur complication supérieure, les phénomènes sociaux doivent donc être nécessairement les plus désordonnés de tous, en même temps qu'ils en sont aussi les plus modifiables, ce qui est loin de faire compensation. Si donc on considère, en général, la notion des lois naturelles, elle entraîne aussitôt l'idée correspondante d'un certain ordre spontané, toujours liée à toute conception d'harmonie quelconque. Mais cette conséquence n'est pas plus absolue que le principe d'où elle dérive. En le complétant par l'indispensable considération de la complication croissante des phénomènes, suivant la hiérarchie scientifique fondamentale établie au début de ce Traité, on complète aussi la conception de cet ordre, d'après l'accroissement simultané de son inévitable imperfection. Tel est, à cet égard, le véritable esprit caractéristique de la philosophie positive, sommairement rappelé ici dans son ensemble. On voit aisément combien il diffère profondément de cette tendance systématique à l'optimisme, dont l'origène est évidem-



ment théologique, puisque l'hypothèse d'une direction providentielle, continuellement active dans la marche générale des événemens, peut seule naturellement conduire à l'idée de la perfection nécessaire de leur accomplissement graduel. Il faut cependant reconnaître que, dans le développement fondamental de la raison humaine, la conception positive est primitivement dérivée du dogme théologique lui-même, dont elle constitue la régénération finale, comme pourrait le confirmer une exacte analyse historique : mais c'est essentiellement de la même manière que le principe des conditions d'existence découle originaiement de l'hypothèse des causes finales, et que la notion philosophique des lois mathématiques était antérieurement issue du mysticisme métaphysique sur la puissance des nombres ; l'analogie est pleinement identique en tous ces cas divers. Elle tient toujours à cette tendance nécessaire de notre intelligence à conserver indéfiniment ses moyens généraux de raisonnement, à quelque âge qu'ils aient été découverts, en les appropriant ensuite graduellement à ses nouveaux modes d'activité, d'après certaines transformations convenables, qui servent à ces précieuses inspirations primitives du génie humain toute leur valeur essentielle, en l'augmentant même radicalement

par une indispensable épuration : comme je l'ai indiqué, il y a long-temps, dans l'écrit auquel j'ai déjà fait plusieurs allusions depuis le commencement de ce volume. Mais, en un cas quelconque, la moindre sagacité philosophique suffira pour faire aussitôt sentir les différences caractéristiques qui désormais séparent profondément le principe nouveau du dogme ancien. Au cas spécial que nous considérons ici, il est très clair que la philosophie positive, en indiquant la conformité spontanée de chaque régime politique effectif à la civilisation correspondante, afin que ce régime ait pu s'établir et surtout durer, enseigne aussi, d'une manière non moins nécessaire, que cet ordre naturel doit être le plus souvent fort imparfait, par suite de l'extrême complication des phénomènes. Bien loin donc de repousser, en ce genre, l'intervention humaine, une telle philosophie en provoque, au contraire, éminemment la sage et active application, à un plus haut degré que pour tous les autres phénomènes possibles, en représentant directement les phénomènes sociaux comme étant, par leur nature, à la fois les plus modifiables de tous, et ceux qui ont le plus besoin d'être utilement modifiés d'après les rationnelles indications de la science. Elle se réserve seulement la direction intellectuelle de cette



indispensable intervention, dont elle circonscrit d'abord les limites nécessaires, soit générales, soit spéciales : sans en exagérer l'efficacité réelle, elle n'en interdit jamais l'usage que dans les seuls cas où il ne pourrait certainement constituer qu'une inutile consommation de forces, suivant la même économie fondamentale qu'envers tous les autres phénomènes naturels, et surtout indépendamment de tout vain prestige quelconque, soit divin, soit humain. L'extrême nouveauté d'une semblable philosophie politique pourra bien faire que, de prime abord, on se méprenne assez sur son vrai caractère pour adresser à son esprit général les reproches qui lui sont le plus antipathiques. Il faut même craindre peut-être, je n'hésite pas à le déclarer franchement, par suite de notre faible nature, où la vie affective l'emporte tant sur la vie rationnelle, que, lorsque cette philosophie commencera enfin à prendre quelque ascendant réel, elle ne soit systématiquement accusée de tiédeur sociale et d'indifférence politique, par ceux qui ont tant besoin, surtout aujourd'hui, de développer, à tout prix, une turbulente activité matérielle; car, les hommes de spéculation doivent rarement s'attendre à être convenablement appréciés par les hommes d'action. Sous le point de vue moral, la politique positive ne sau-

rait jamais dignement répondre à de telles récriminations que par le seul aspect, suffisamment décisif, des résultats réels de son application journalière. Quant à la discussion philosophique, chacun peut aisément juger, d'après les aperçus précédents, comment elle saura la soutenir. Pour faire nettement ressortir, sous ce point de vue, la frivole irrationalité de cette vaine accusation d'optimisme politique, il suffirait même de signaler l'inconséquence flagrante que présente inévitablement une telle accusation au sujet des phénomènes les plus complexes, tandis que personne n'oserait certes l'intenter aujourd'hui envers les phénomènes plus simples, que la philosophie positive représente, néanmoins, de toute nécessité, comme étant spontanément mieux réglés et moins modifiables. Et, cependant, il pourrait bien arriver que les mêmes esprits qui l'accuseront, en politique, de cet optimisme prétendu, lui adressassent simultanément, par une contradiction capitale, le reproche opposé de trop déprécier le gouvernement providentiel envers tout le reste de l'économie naturelle!

Deux motifs principaux devaient ici me faire spécialement insister sur cette notion élémentaire du consensus fondamental propre à l'organisme social : soit d'abord en vertu de l'extrême impor-



tance philosophique de cette idée-mère de la statique sociale, qui doit, par sa nature, constituer la première base rationnelle de toute la nouvelle philosophie politique; soit aussi, accessoirement, parce que les considérations de sociologie purement dynamique devant spontanément dominer dans tout le reste de ce volume, comme étant aujourd'hui plus directement intéressantes et par suite mieux comprises, il devenait d'autant plus nécessaire de caractériser préalablement l'esprit général de la sociologie statique, qui n'y pourra ensuite être presque jamais envisagée que d'une manière indirecte ou implicite. Embrassée dans toute son étendue, c'est-à-dire sans écarter cette co-relation essentielle, maintenant assez examinée, entre l'idée de société et l'idée de gouvernement, une telle conception positive de l'harmonie sociale fournit spontanément, comme je l'avais annoncé, par l'ensemble de son application concrète, le fondement scientifique d'une saine théorie élémentaire de l'ordre politique proprement dit, soit spirituel, soit même temporel. Car, elle conduit directement à considérer toujours, à l'abri de tout arbitraire, l'ordre artificiel et volontaire comme un simple prolongement général de cet ordre naturel et involontaire vers lequel tendent nécessairement sans cesse, sous un rapport quelconque, les diverses sociétés hu-

maines : en sorte que toute institution politique vraiment rationnelle, pour comporter une réelle et durable efficacité sociale, doit constamment reposer sur une exacte analyse préalable des tendances spontanées correspondantes, qui peuvent seules fournir à son autorité des racines suffisamment solides; en un mot, il s'agit essentiellement de contempler l'ordre, afin de le perfectionner convenablement, et nullement de le créer, ce qui serait impossible. Sous le point de vue scientifique, qui doit prévaloir en ce Traité, cette idée-mère de l'universelle solidarité sociale devient ici l'inévitable suite et le complément indispensable d'une notion fondamentale établie, dans le volume précédent, comme éminemment propre à l'étude des corps vivans. En toute rigueur scientifique, cette notion du consensus n'est point, sans doute, strictement particulière à une telle étude, et se présente directement comme devant être, par sa nature, nécessairement commune à tous les phénomènes, mais avec d'immenses différences d'intensité et de variété, et par suite d'importance philosophique. On peut dire, en effet, que, partout où il y a système quelconque, il doit exister dès-lors une certaine solidarité : l'astronomie elle-même, dans ses phénomènes purement mécaniques, nous en offre la première ébauche réelle, du



moins en écartant l'idée d'univers, pour se réduire à la simple idée de monde, seule pleinement positive, comme je l'ai expliqué en son lieu; car, certains dérangemens d'un astre peuvent ainsi retentir sensiblement quelquefois sur un autre, par voie de gravitation modifiée. Mais on doit, à ce sujet, reconnaître, en principe, que le consensus devient toujours d'autant plus intime et plus prononcé qu'il s'applique à des phénomènes graduellement plus complexes et moins généraux: en sorte que, suivant ma hiérarchie scientifique élémentaire, l'étude des phénomènes chimiques forme, par sa nature, à ce titre, comme à tout autre, une sorte d'intermédiaire fondamental entre la philosophie inorganique et la philosophie organique, ainsi que chacun peut aisément s'en convaincre. D'après ce principe, il reste néanmoins incontestable que, conformément aux habitudes philosophiques prépondérantes, c'est surtout aux systèmes organiques, en vertu de leur plus grande complication, que conviendra toujours essentiellement la notion scientifique de solidarité et de consensus, malgré son universalité nécessaire. C'est seulement alors que cette notion, jusque-là purement accessoire, constitue directement la base indispensable de l'ensemble des conceptions positives; et sa prépondérance y devient toujours aussi

d'autant plus prononcée qu'il s'agit d'organismes plus composés ou de phénomènes plus complexes et plus éminens. Ainsi, par exemple, le consensus animal est bien plus complet que le consensus végétal: de même, il se développe évidemment à mesure que l'animalité s'élève, jusqu'à son maximum dans la nature humaine; enfin, chez l'homme, l'appareil nerveux devient, plus qu'aucun autre, le principal siège de la solidarité biologique. En poursuivant rationnellement cette marche philosophique, d'après l'ensemble fondamental de nos connaissances positives, cette grande notion devait donc, *à priori*, acquérir, dans l'étude générale de l'organisme social, une prépondérance scientifique encore supérieure à celle que tous les bons esprits lui attribuent maintenant sans hésitation en biologie; vu l'incontestable surcroît de complication propre à ce nouvel ordre de phénomènes. Or l'esprit actuel de la philosophie politique faisant, au contraire, essentiellement abstraction continue de cette solidarité fondamentale entre tous les divers aspects sociaux, il importait, au plus haut degré, de résoudre directement une telle anomalie philosophique, comme je crois désormais y être convenablement parvenu, quoique par une explication sommaire, ultérieurement développable. Cette opération préliminaire était donc



aussi indispensable à la coordination rationnelle de la physique sociale avec les autres sciences fondamentales, que nous l'avions déjà reconnu nécessaire à la propre institution générale de cette nouvelle science.

Appréciée maintenant quant à la méthode proprement dite, objet spécial de ce chapitre, cette conception élémentaire du consensus social a pour destination essentielle de déterminer immédiatement, avec une autorité et une spontanéité remarquables, l'un des principaux caractères de la méthode sociologique, celui de tous peut-être suivant lequel elle modifie le plus intimement, d'après la nature des phénomènes correspondans, l'ensemble de la méthode positive. En effet, puisque les phénomènes sociaux sont ainsi profondément connexes, leur étude réelle ne saurait donc être jamais rationnellement séparée; d'où résulte l'obligation permanente, aussi irrécusable que directe, de considérer toujours simultanément les divers aspects sociaux, soit en statique sociale, soit, par suite, en dynamique. Chacun d'eux peut, sans doute, devenir isolément le sujet préliminaire d'observations propres, et il faut bien qu'il en soit ainsi, à un certain degré, pour alimenter la science de matériaux convenables. Mais cette nécessité préalable ne s'applique même, en

parfaite rigueur, qu'à la seule époque actuelle, où il s'agit de la première ébauche de la science, forcée d'employer d'abord, avec les précautions indispensables, les incohérentes observations qui ont dû résulter, à toute autre intention, des irrationnelles recherches antérieures. Quand la fondation de la science sera suffisamment avancée, la co-relation fondamentale des phénomènes servira, sans doute, de principal guide habituel dans leur exploration directe, comme je l'expliquerai spécialement ci-dessous. En tous cas, abstraction faite ici du mode propre d'observation immédiate, il est incontestable que, d'après cette solidarité nécessaire qui caractérise un tel sujet, aucun phénomène social, préalablement exploré par un moyen quelconque, ne saurait être utilement introduit dans la science tant qu'il reste conçu d'une manière isolée: et cela non-seulement sous le point de vue statique, où l'harmonie sociale est toujours directement considérée, mais aussi dans l'étude même du mouvement social, où le consensus, pour être moins immédiat, n'est pas, en réalité, moins prépondérant, ainsi que nous allons le reconnaître. Toute étude isolée des divers élémens sociaux est donc, par la nature de la science, profondément irrationnelle, et doit demeurer essentiellement stérile, à l'exemple de



notre économie politique, fût-elle même mieux cultivée. Ceux donc qui s'efforcent aujourd'hui de dépecer encore davantage le système des études sociales, par une aveugle imitation du morallement méthodique propre aux sciences inorganiques, tombent donc involontairement dans cette aberration capitale d'envisager comme un moyen essentiel de perfectionnement philosophique une disposition intellectuelle radicalement antipathique aux conditions fondamentales d'un tel sujet. Sans doute, la science sociale pourra être un jour rationnellement subdivisée avec utilité, à un certain degré : mais nous ne pouvons nullement savoir aujourd'hui en quoi consistera cette division ultérieure, puisque son vrai principe ne doit résulter que du développement graduel de la science, laquelle ne saurait certainement être fondée maintenant que d'après une étude d'ensemble ; j'ai déjà prouvé ci-dessus, qu'il y aurait même un vrai danger philosophique à vouloir, dès ce moment, réaliser, à titre de décomposition permanente du travail, la distinction indispensable entre l'état statique et l'état dynamique, malgré son évidente rationalité et son usage continu. A un âge quelconque de cette science, les recherches partielles qui pourront lui devenir nécessaires ne sauraient être convenablement indi-

quées et conçues que d'après les progrès de l'étude intégrale, qui signaleront spontanément les points spéciaux dont l'éclaircissement propre peut réellement concourir au perfectionnement direct du sujet. Suivant toute autre marche, on n'obtiendrait essentiellement qu'un stérile encombrement d'irrationnelles discussions spéciales, mal instituées et plus mal poursuivies, bien plutôt destiné à entraver radicalement la formation de la vraie philosophie politique qu'à lui préparer d'utiles matériaux, comme on le voit de nos jours. Il est donc incontestable que des conceptions et des études d'ensemble peuvent seules convenablement concourir aujourd'hui à la fondation directe de la sociologie positive, soit statique, soit dynamique ; et que les travaux y doivent ensuite descendre graduellement à une spécialité croissante, en considérant toujours l'étude des éléments comme essentiellement dominée par celle du système, dont la notion générale de plus en plus nette devra continuellement fournir le principal éclaircissement de chaque aspect partiel, sauf d'inévitables réactions secondaires. On ne saurait nier que l'impérieuse obligation philosophique de suivre une telle marche, en vertu de la solidarité caractéristique de tous les phénomènes sociaux, n'augmente gravement les difficultés fondamen-